LES COMPTES ECONOMIQUES DU MAROC
(Années 1951-1954)

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT

I LA PRODUCTION

II LE REVENU

III LA DEPENSE

NOTES AU SUJET DE L'ÉTABLISSEMENT DES DIVERS COMPTES

LES COMPTES ET LES AGRÉGATS

Entreprises - opérations courantes
Particuliers - opérations courantes
Secteur Public marocain - opérations courantes
Transferts sociaux - opérations courantes
Extérieur - opérations courantes publiques
Extérieur - opérations courantes privées
Opérations en capital
Tableau sommaire des opérations financières
Ressources et emplois des différentes catégories de biens et de services
Produit National
Revenu National
Dépense Nationale
Revenu de l'Agriculture
Nomenclatures

AVERTISSEMENT

On trouvera dans les pages suivantes les comptes économiques de la zone Sud du Maroc pour les années 1951 à 1954. Les premières estimations concernant les années 1951 et 1952 ont subi quelques corrections de manière à être rendues homogènes avec les éléments relatifs à 1953 et 1954, et le cadre comptable a d'autre part été légèrement modifié.

Tels qu'ils sont présentés, les comptes donnent des ordres de grandeur valables pour les principaux éléments de l'économie marocaine. Il est peu probable que la marge d'erreur sur les grands agrégats, tels que le produit ou le revenu national, puisse dépasser 10 %. Bien entendu, cela ne signifie pas que toutes les évaluations figurant dans les comptes soient fournies avec la même précision. Certains postes sont déterminés avec une précision comptable, d'autres, tels que les revenus non distribués par les entreprises, ou les revenus transférés à l'extérieur, sont fort mal connus, et estimés très grossièrement. Il importe cependant de souligner que, malgré le caractère approché de certains résultats, les comparaisons entre les différentes années sont tout à fait significatives, les méthodes d'évaluation n'ayant pas varié.

Les comptes sont établis à francs courants, mais il a été possible de donner quelques indications à francs constants pour la période 1951-1955, mettant en évidence les variations du volume de la production, après élimination des fluctuations dues au mouvement des prix.

I - LA PRODUCTION

A — LA PRODUCTION INTERIEURE BRUTE

L'activité productrice de l'ensemble des entreprises situées sur le territoire marocain est mesurée par la production intérieure brute. Le terme de production est entendu ici dans un sens très large et s'applique aussi bien à la production de services (tels que les services médicaux, les assurances, etc...) qu'à la production de biens matériels. Toutefois, l'activité des services publics à caractère administratif n'est pas retenue dans le calcul de la production intérieure brute.

Les prix qui ont été utilisés pour effectuer les estimations sont les « prix du marché », c'est-à-dire les prix auxquels se font effectivement les échanges et qui comprennent en particulier parmi leurs éléments constituants les taxes et impôts indirects (dans le cas des produits autoconsommés, ce sont les prix à la production qui ont été retenus). Enfin, cette production est dite brute parce que l'on n'a pas déduit de son montant le coût de l'usure de l'équipement existant (amortissements).

L'évolution de la production intérieure brute du Maroc a été la suivante au cours des années 1951-1954.

Production intérieure brute (milliards de francs courants)

1951	405
1952	485
1953	530
1954	552

Cette évolution est due à la fois aux variations du volume de la production et à celles du niveau des prix. Ce dernier facteur explique en partie la hausse enregistrée de 1951 à 1952, mais a eu un rôle moins important au cours des années suivantes, la hausse de 1951 à 1954 étant due d'ailleurs pour une grande part à l'augmentation de la production agricole.

Si les prix étaient restés les mêmes qu'en 1952, l'évolution de la production intérieure brute aurait été la suivante de 1951 à 1955.

ANNEE	Production intérieure brute évaluée aux prix de 1952	
	Milliards de francs 1952	Indice base 100 en 1952
1951	461	95
1952	485	100
1953	527	109
1954	550	113
1955 (1)	524	108

A partir du calcul de la production intérieure brute, il est possible de mettre en évidence pour l'ensemble des biens et services l'égalité existant entre les ressources (production et importations) et les emplois (emplois sur le territoire marocain et exportations). Les emplois sur le territoire marocain peuvent d'ailleurs être ventilés entre la consommation courante, l'équipement et la variation des stocks, mais il importe de préciser dès maintenant que ce dernier poste n'a pu être évalué que d'une manière incomplète et approximative.

Evolution des ressources et emplois (millions de francs courants)

ANNEE	Emplois				Total	Ressources	
	Emplois sur le territoire marocain			Exportations		Production intérieure brute	Importations
	consommation courante	Equipement brut	Variation des stocks				
1951	367.800	100.600	7.500	89.600	565.500	405.000	160.500
1952	438.900	131.600	— 1.200	98.700	668.000	485.500	182.500
1953	471.400	127.000	8.200	97.000	703.600	530.000	173.600
1954	495.600	114.500	10.100	102.900	723.100	552.400	170.700

(1) *Chiffres provisoires.*

Ce tableau peut également être établi à « francs constants » en utilisant pour chaque année les prix observés en 1952.

Evolution des ressources et emplois évalués aux prix de 1952

(milliards de francs 1952)

ANNEE	Emplois		Total	Ressources	
	Emplois sur le territoire marocain	Exportations		Production	Importations
1951	540	97	637	461	176
1952	569	99	668	485	183
1953	608	107	715	527	188
1954	627	110	737	550	187
1955 (1)	598	128	726	524	202

(1) *Chiffres provisoires.*

Les tableaux précédents ne donnent des indications que sur la valeur **globale** de la production intérieure brute, mais il est intéressant de disposer en outre de renseignements sur la **répartition** de cette production qui peut être envisagée sous deux aspects différents : répartition suivant les différents secteurs productifs et répartition entre les divers groupes de produits.

1 — Répartition suivant les différents secteurs productifs

La part de chaque secteur dans la formation de la production intérieure brute est égale à la « valeur ajoutée » du secteur considéré, c'est-à-dire à la différence entre la valeur de sa production et celle de ses achats aux autres secteurs de l'économie. Dans les achats déduits de la production de chaque secteur ne figurent que les achats courants, à l'exclusion de tous les achats de biens d'équipement, même s'ils sont seulement destinés à remplacer un matériel usagé (amortissement). En ce sens, la valeur ajoutée est dite « brute ». La valeur ajoutée est en outre estimée « aux prix du marché », et comprend en particulier les taxes et impôts indirects supportés par le secteur considéré. Les droits de douane, par exemple, figurent dans la valeur ajoutée du secteur « commerce ». Cette méthode permet d'éviter les doubles emplois et de retrouver par addition des différents secteurs la production intérieure brute aux prix du marché, telle qu'elle a été définie précédemment.

Voici quelle a été approximativement l'évolution de cette répartition au cours des années 1951 à 1954.

Répartition de la production intérieure brute suivant les secteurs économiques

(milliards de francs courants)

Numéros de la nomenclature des activités collectives de l'I.N.S.E.E.	Secteur économique	Valeur ajoutée brute aux prix du marché			
		1951	1952	1953	1954
01 à 05	Pêche, forêts, agriculture, élevage	160	180	201	220
06 à 09	Eau, électricité	4	5	6	7
10 à 15	Mines et carrières	30	31	28	30
16 à 32 35 à 61 87	Industrie et artisanat (1)	61	77	85	85
33 à 34	Bâtiments et Travaux publics	35	50	52	43
62 à 68 77 à 78 82 à 85 88 à 98	Transports, Transmissions et Services (2)	42	52	60	66
69 à 70 72 à 76 79 à 81	Commerce (3)	73	90	98	101
	Total : Production intérieure brute	405	485	530	552

(1) *Y compris les transports et commercialisation effectués directement par les entreprises productrices. (Ont été classées ici certaines activités ayant un aspect commercial, telles que la boulangerie, ou la confection de vêtements sur mesure).*

(2) *A l'exclusion des transports effectués par les entreprises productrices pour leur propre compte.*

(3) *A l'exclusion de la commercialisation effectuée directement par des entreprises productrices.*

On notera en particulier la place extrêmement importante occupée par l'agriculture dans cette répartition, atteignant 40 % en 1954. A titre de comparaison, la part occupée en France par l'agriculture dans la formation de la production intérieure brute ne dépassait pas 15 % en 1952. On trouvera en annexe (p. 63) des tableaux résumant les principales données relatives au revenu de l'agriculture au Maroc au cours des années 1951 à 1954. Il est toutefois nécessaire de préciser que si les chiffres concernant les valeurs des productions agricoles peuvent être considérés comme des ordres de grandeurs acceptables, les divers éléments relatifs aux charges d'exploitation sont beaucoup plus incertains.

La répartition de la production intérieure brute peut également être étudiée à « francs constants », en éliminant les distorsions dues au mouvement des prix. En utilisant les prix observés au cours de 1952, on obtient le tableau suivant :

Répartition de la production intérieure brute suivant les secteurs économiques aux prix de 1952

(milliards de francs 1952)

Secteur économique	Valeur ajoutée brute aux prix du marché				
	1951	1952	1953	1954	1955 (1)
Pêche, forêts, agriculture, élevage	179	180	205	222	195
Eau, électricité	5	5	6	7	7
Mines et carrières	30	31	32	34	36
Industrie et artisanat	72	77	83	85	85
Bâtiments et Travaux publics	40	50	50	45	42
Transports, Transmissions et Services	48	52	55	58	61
Commerce	87	90	96	99	98
Total : Production intérieur brute	461	485	527	550	524

(1) *Chiffres provisoires.*

2 — **Répartition entre les divers groupes de produits**

Après avoir examiné comment chaque **secteur** intervenait dans la formation de la production intérieure brute, il est intéressant de voir comment cette production a été répartie entre les différents groupes de **biens et de services.** Là encore, il conviendra d'éliminer tous les doubles emplois, et, par exemple, de ne pas compter **à la fois** la production de pain **et** la production de blé nécessaire à la fabrication de celui-ci. On ne s'intéressera donc qu'à la production « finale », c'est-à-dire aux biens et services arrivés au dernier stade de leur utilisation du point de vue de l'économie marocaine. Ainsi, les exportations de phosphates constituent de ce point de vue une production finale, mais non la production de sucre raffiné rentrant comme matière première dans la fabrication des conserves de fruits. De la production locale ainsi obtenue, il sera évidemment nécessaire de déduire les importations de matières premières de manière à faire ressortir uniquement la production des entreprises installées sur le territoire marocain. Enfin, pour arriver à la production intérieure brute au prix du marché, il faudra en outre tenir compte de la valeur ajoutée aux produits finis importés par les transports et la commercialisation.

Finalement, pour chaque groupe de biens et de services, la production finale apparaît dans cette optique comme la différence existant entre toutes les ventes et tous les achats — relatifs au groupe de produits considéré — effectués par **l'ensemble** du secteur productif marocain (1). Il n'est d'ailleurs pas exclu que cette « production finale » puisse dans certains cas prendre une valeur négative. C'est le cas, par exemple, des huiles brutes de savonnerie importées, qui viendront ainsi en déduction de la production finale de savon.

Pratiquement, **pour chaque groupe de biens et de services,** on sera amené à établir une **balance** explicitant l'égalité existant entre les **ressources et les emplois.**

— Du côté des ressources figureront les importations et la production finale telle qu'elle a été définie ci-dessus (production locale et valeur ajoutée aux produits finis importés).

— Du côté des emplois figureront les exportations et les emplois sur le territoire marocain, ces derniers pouvant s'analyser en consommation courante, équipement, et variation de stocks.

Les tableaux correspondant à cette présentation seront rejetés en annexe, où l'on trouvera :

— Pour chacune des quatre années 1951-1954, un tableau résumé des ressources et emplois des différentes catégories de biens et de services (p. 53)

— Pour l'année 1954 un tableau de ressources et emplois plus détaillé (p. 55)

— Pour les quatre années, une ventilation des emplois sur le territoire marocain suivant les différents groupes d'agents économiques retenus dans les comptes (entreprises, particuliers, secteur public marocain, etc...) (p. 57)

— Pour les quatre années, une ventilation du commerce extérieur du Maroc suivant les principaux groupes de biens et de services et suivant les principales zones (France, pays de la zone Franc, Etranger) (p. 59)

— Un tableau mettant en concordance la nomenclature des biens et services utilisée pour les travaux de comptabilité nationale, et la nomenclature des douanes en usage au cours des années 1951-1954. (p. 65).

On se bornera ici à donner un tableau résumant l'évolution de la répartition de la production intérieure brute entre les différents groupes de produits pour les années 1951-1954. Pour chaque groupe, on donnera la valeur de la production finale (production locale et valeur ajoutée aux produits finis importés). Pour l'interprétation de ce tableau, il est toutefois nécessaire de ne pas perdre de vue la signification exacte du terme « production finale » qui représente le total de la consommation, des investissements et des exportations, après déduction des importations. Le contenu de chaque groupe de produits est précisé dans le tableau détaillé de ressources et emplois relatif à l'année 1954 (p. 42) et pourra être étudié d'une manière plus rigoureuse à l'aide de la nomenclature donnée en annexe (p. 61)

---

(1) *On voit ainsi que la production intérieure brute peut être calculée par deux méthodes : « valeurs ajoutées » et « produits finals ». Dans les deux cas, le souci d'éliminer les doubles emplois conduit à effectuer des différences entre des « ventes » et des « achats ». Ce qui fait la différence entre les deux méthodes, c'est que, en procédant par « valeurs ajoutées », on analyse successivement pour chaque secteur les ventes et les achats relatifs à l'ensemble des produits, alors que dans la méthode des « produits finals », on analyse successivement pour chaque produit les ventes et les achats effectués par l'ensemble des secteurs.*

	Groupe de produits	Production finale : (millions de francs) Production finale locale + valeur ajoutée aux produits finis importés			
		1951	1952	1953	1954
0	Végétaux et animaux	51.300	55.700	67.000	81.100
1	Denrées alimentaires d'origine animale - Corps gras	80.300	97.400	100.800	104.900
2	Autres denrées alimentaires	93.800	109.000	123.900	125.200
3	Energie	100	600	3.200	5.100
4	Matières premières et demi-produits	14.700	14.700	18.600	21.200
5	Produits des industries mécaniques et électriques	19.500	23.100	21.900	23.800
6	Textiles et cuirs	32.200	35.100	36.700	36.000
7	Produits des industries diverses	15.100	17.900	15.000	17.600
8	Bâtiments et Travaux publics	51.800	74.000	76.400	63.500
9	Services	45.400	56.400	65.000	72.500
10	Colis postaux	800	1.600	1.500	1.500
	Total : Production intérieure brute	405.000	485.500	530.000	552.400

B - LE PRODUIT NATIONAL BRUT

La production intérieure brute ne décrit que l'activité des seules entreprises. Pour mieux rendre compte de l'activité de l'ensemble de la nation, il est nécessaire de réintroduire les services publics administratifs marocains. L'introduction du secteur public pose certains problèmes d'ordre méthodologique qui sont résolus habituellement de la manière suivante : les administrations sont considérées comme des consommateurs qui achètent les services des fonctionnaires et certains biens et services fournis par les entreprises. La prise en considération des administrations conduit donc à ajouter à la production des entreprises la valeur des services rendus par les fonctionnaires, estimés au montant des traitements qu'ils perçoivent. On passe ainsi de la notion de **production** à celle, plus large, de **produit**, qui tient compte à la fois de l'activité des entreprises et de celle des services publics administratifs.

Il faut en outre noter qu'à la production **intérieure** brute peuvent correspondre des revenus distribués à l'extérieur du Maroc (aux actionnaires étrangers d'une société installée au Maroc, par exemple). Inversement, la production **intérieure** brute ne tient pas compte de la rémunération de certains facteurs marocains de la production (dividendes reçus de l'extérieur, salaires versés au Maroc par les administrations françaises, etc...). On sera ainsi amené à définir un agrégat, intitulé produit **national** brut, obtenu à partir du produit **intérieur** brut en lui ajoutant les revenus des « facteurs de la production » en provenance du reste du monde, et, en en retranchant les revenus des « facteurs de la production » versés au reste du monde. Le produit national brut est ainsi l'agrégat qui représente de la manière la plus complète l'ensemble de l'activité nationale.

L'évolution du produit national brut au cours des années 1951-1954 a été la suivante :

(milliards de francs)

	1951	1952	1953	1954
Production intérieure brute	405	485	530	552
Rémunération des salariés du Secteur public marocain	25	32	35	40
Revenu net des facteurs payés par le reste du monde	20	29	27	27
Total : produit national brut	450	546	592	619

On trouvera p. 61 un tableau explicitant le calcul du produit national brut

II - LE REVENU

Le **revenu national** peut être défini comme étant égal à la somme des revenus (avant prélèvement des impôts directs) perçus, en raison de leur participation à la production, par les agents économiques « nationaux ». Il est bien entendu que le terme « national » a ici une signification économique, différente de sa signification juridique ou politique. En pratique, on a considéré comme « nationaux » tous les agents économiques résidant habituellement sur le territoire marocain. Ainsi, les revenus des Français installés d'une manière permanente au Maroc sont comptés comme faisant partie du revenu national marocain.

Bien entendu, il existe une liaison entre le produit national brut et le revenu national, puisque les revenus sont issus de la production. Certaines corrections doivent êtes faites cependant pour passer du produit national brut (évalué aux prix du marché) au revenu national. Il est nécessaire en premier lieu de déduire du produit national brut le coût du maintien en état de l'équipement (amortissements). Il faut en outre retrancher le montant des impôts indirects (nets des subventions d'exploitation) : les charges fiscales indirectes qui figurent parmi les éléments constitutifs des prix du marché ne peuvent en effet être considérées comme rémunérant des « facteurs de la production » et ne doivent donc pas être comprises dans le revenu national, en raison de sa définition.

Le Revenu National a évolué comme suit au cours des années 1951-1954 :

	Revenu National (milliards de francs)
1951	398
1952	485
1953	527
1954	546

On trouvera p. 61 le calcul détaillé du revenu national et p. 62 le tableau explicitant la relation existant entre le revenu et le produit national.

On peut également se demander comment le revenu national est réparti entre Marocains et non Marocains. A vrai dire, certains éléments du revenu national se prêtent assez mal à cette répartition (par exemple impôts directs payés par les entreprises ou revenus de la propriété et de l'entreprise échéant au secteur public marocain). La répartition envisagée sera donc effectuée seulement pour les « recettes du compte des particuliers ». Pour chacun des groupes on fera la distinction entre les revenus d'origine agricole et ceux d'origine non agricole. Les résultats ci-dessous, relatifs à l'année 1952 sont donnés à titre d'indication, mais il est **indispensable d'insister sur leur caractère approximatif,** en raison des difficultés de la ventilation entre Marocains et non Marocains.

Revenu des particuliers en 1952 (milliards de francs)

	Marocains	Non Marocains	Total
Rvenus d'origine agricole.	144	15	159
Revenus d'origine non agricole	176	121	297
Total	320	136	456

III - LA DÉPENSE

La **dépense nationale brute** regroupe les dépenses des différents agents économiques nationaux et est égale à la somme de la consommation des particuliers, des dépenses courantes du secteur public marocain, et de l'investissement brut. (Equipement brut et variation des stocks). La dépense nationale brute a pris les valeurs suivantes au cours des années 1951-1954.

Dépense nationale brute (milliards de francs)

	1951	1952	1953	1954
Consommation privée	353	417	449	473
Consommation publique courante	28	35	42	48
Investissement brut	106	125	125	118
Dépense nationale brute ..	487	577	616	639

Le calcul de la dépense nationale brute est explicité en annexe, p. 62.

Une attention spéciale doit être accordée à l'estimation du montant des investissements bruts. Les chiffres qui figurent dans le tableau précédent sont plus élevés que ceux qui sont cités habituellement. Les évaluations données ici, établies à partir du bilan des biens d'équipement disponibles (production + importations — exportations) correspondent en effet à un sens très large de la notion d'équipement et comprennent non seulement les réalisations effectuées sur fonds publics ou par les sociétés, mais encore tous les équipements réalisés pour le compte des entreprises individuelles, équipements dont le montant peut être très important dans certains secteurs. (Par exemple transports, et surtout constructions à usage d'habitation). Il s'agit enfin des investissements bruts, correspondant à la fois au maintien en état de l'équipement existant et à l'accroissement du capital productif du pays.

Au cours de la période étudiée, la dépense nationale a toujours été plus élevée que le produit national. Le Maroc a donc dépensé plus qu'il n'a produit. La différence a été financée par les apports de capitaux en provenance de l'extérieur (et par les variations des avoirs marocains à l'extérieur et du compte d'opérations). Ce financement extérieur est d'ailleurs égal au solde des opérations courantes du Maroc avec l'extérieur, ou, ce qui revient au même, aux cessions nettes de biens et de services en provenance du reste du monde.

Relation entre le produit et la dépense nationale

(milliards de francs)

	1951	1952	1953	1954
Produit national brut	450	546	592	619
Prêts et transferts nets en provenance du reste du monde	37	31	24	20
Dépense nationale brute	487	577	616	639

L'examen des années plus récentes mettrait en évidence une modification très sensible de cette situation, en raison du mouvement important des capitaux privés vers l'extérieur du Maroc.

On trouvera p. 62 un tableau décrivant d'une manière plus détaillée la liaison entre le produit national et la dépense nationale.

NOTES AU SUJET DE L'ETABLISSEMENT DES DIVERS COMPTES

INTRODUCTION

La comptabilité économique se propose de donner une description de la vie économique d'un pays au cours d'une période donnée :

— en regroupant l'ensemble des agents économiques (c'est-à-dire l'ensemble des personnes physiques ou morales — individus, sociétés, administrations, etc... — intervenant, à un titre ou à un autre dans le fonctionnement de l'économie) en un certain nombre de secteurs homogènes tels que les « entreprises » (fonction de production) ou les particuliers (fonction de consommation).

— en établissant un certain nombre de comptes qui décrivent les opérations effectuées par ces groupes d'agents au cours de la période, par exemple : achats, ventes, distributions de salaires, etc...

— en étudiant, à partir de ces comptes, les éléments essentiels de l'activité économique : production, revenus, dépenses, etc... Ces éléments sont des sommes de termes figurant dans les comptes, et sont généralement appelés agrégats. (Leur définition et leur mode de calcul ont été exposés dans la note de présentation).

On a retenu au Maroc six groupes d'agents économiques pour lesquels ont été dressés des comptes d'opérations courantes.

I — Entreprises
II — Particuliers
III — Secteur public marocain
IV — Transferts sociaux
V — Extérieur — opérations publiques
  A France
  B Bases américaines et divers
VI — Extérieur - opérations privées.

Ces comptes sont établis suivant les principes de la comptabilité en partie double, chaque opération figurant deux fois dans la comptabilité, en recettes pour un compte, et en dépense pour un autre compte. Toutes les opérations ont reçu un numéro d'ordre composé de deux chiffres et d'une lettre. Le premier chiffre désigne le compte pour lequel cette opération est une dépense et le second celui pour lequel il s'agit d'une recette. Les lettres servent seulement à distinguer les différentes opérations intéressant deux comptes déterminés. Ainsi 1.3 c désigne les impôts directs payés par les Entreprises (compte I) au Secteur public marocain (compte III). La lettre c permet de les distinguer par exemple des impôts indirects, notés 1.3 d. Ces notations ont été utilisées non seulement pour mettre en évidence les relations existant en les différents comptes, mais encore pour expliciter la manière dont ont pu être bâtis les agrégats à partir des chiffres figurant dans les comptes.

Cette présentation n'a toutefois pas été retenue pour les opérations sur biens et services, mais il sera facile de retrouver dans les tableaux de ressources et d'emplois les estimations portées dans les comptes.

Tous les soldes des comptes d'opérations courantes sont regroupés dans un seul compte d'opérations en capital (compte VII) qui montre comment les épargnes réalisées contribuent à compenser les déficits et à financer les investissements. En d'autres termes, ce compte exprime d'une manière très globale que les investissements réalisés au Maroc sont égaux à la somme de l'épargne locale et des prêts nets en provenance de l'extérieur. Pour les années 1953 et 1954, on trouvera dans un tableau sommaire des opérations financières des précisions sur la manière dont cet équilibre global a pu être assuré.

I — ENTREPRISES

Le compte des entreprises groupe les opérations effectuées par l'ensemble du secteur productif installé sur le territoire marocain.

En recette du compte des opérations courantes figure essentiellement la production intérieure brute. C'est celle-ci qui a été calculée en premier lieu, par l'étude systématique des ressources et emplois des différentes catégories de biens et de services. L'établissement du compte des entreprises revient alors dans ses grandes lignes à voir quelles ont été les contre-parties de cette production, c'est-à-dire — pour se limiter aux postes principaux — impôts, salaires, revenus de la propriété et de l'entreprise et épargne brute. L'estimation du montant des impôts ne présente pas de difficultés, mais, par contre, la ventilation entre les autres postes n'a pu être réalisée d'une manière pleinement satisfaisante.

a) Entreprises agricoles

Il n'a pas paru possible d'effectuer une estimation acceptable de la masse des salaires distribués par l'agriculture marocaine. Dans ces conditions, on a préféré se borner à faire figurer dans ces comptes l'ensemble des revenus distribués par l'agriculture aux particuliers (y compris les salaires).

b) Entreprises non agricoles.

Il est certes possible d'obtenir par différentes méthodes un ordre de grandeur de la masse des salaires distribués par les entreprises non agricoles, mais il est très difficile d'arriver à les estimer d'une façon précise, permettant en particulier de suivre d'année en année leur évolution d'une manière valable. C'est dire que l'estimation des revenus de la propriété et de l'entreprise distribués par ces entreprises, obtenue par différence, ne peut être considérée comme très sûre.

De même, l'épargne brute des entreprises (amortissements et revenus non distribués des sociétés) n'a pu être évaluée que très approximativement.

En définitive, compte tenu des méthodes utilisées et des sources d'information disponibles, peuvent être considérées comme valables :

1 - La **somme** des salaires et des revenus distribués par les entreprises non agricoles.

2 - La **somme** des épargnes des entreprises et des particuliers (amortissements, revenus non distribués par les sociétés, épargne nette des particuliers et des entreprises individuelles).

Par contre, les répartitions à l'intérieur de chacune de ces deux sommes ne peuvent être considérées comme très satisfaisantes.

II. — PARTICULIERS

Le compte des particuliers est destiné à décrire l'emploi et l'origine des revenus de l'ensemble de la population résidant habituellement sur le territoire marocain. Ce compte a été dressé à partir des éléments figurant dans les comptes des autres secteurs.

On se bornera ici à rappeler ce qui a été dit à propos du compte des entreprises concernant les difficultés rencontrées, d'une part pour la répartition des revenus entre salaires et revenus de la propriété et de l'entreprise, et d'autre part pour la répartition de l'épargne entre épargne brute des entreprises (amortissements et revenus non distribués des sociétés) et épargne nette des particuliers et entreprises individuelles.

III — SECTEUR PUBLIC MAROCAIN OPERATIONS COURANTES

Ce compte regroupe les recettes et les dépenses **courantes** effectuées par :

— l'Etat chérifien

— les Municipalités et les Régions

— les Etablissements publics à caractère administratif.

Les opérations publiques en **capital** figurent dans le tableau des opérations financières.

I. — ETAT CHERIFIEN

a) Nature et classification des opérations retenues

Les recettes et les dépenses retenues au titre de l'Etat chérifien sont en principe celles du Budget 1re, 2me et 3me parties toutes les fois qu'il s'agit

d'opérations **courantes**. C'est ainsi que les intérêts de la dette publique figurent dans ce compte tandis que les amortissements ont été portés dans le tableau des opérations financières.

Par contre des recettes et des dépenses classées dans les comptes hors budget ont été ajoutées aux opérations budgétaires ; il s'agit essentiellement des recettes et dépenses à classer et des dépenses d'investissement effectuées par le Trésor pour le compte du budget.

Certaines recettes et dépenses ont, par ailleurs, fait l'objet d'une classification particulière. Les salaires payés (en 2ème partie) directement sur crédits de travaux n'ont pas été repris à la ligne « traitements et salaires » car les documents disponibles ne permettaient pas de les extraire des rubriques budgétaires. Ils ont donc été comptabilisés, de même que les achats de matériel, comme « achats de biens d'équipement » aux entreprises. Ce système revient en somme à classer dans le secteur des entreprises les services administratifs effectuant des travaux en régie.

Les ports, les P.T.T., le service de l'Habitat étant considérés comme des entreprises, leurs dépenses d'équipement ont été classées à la rubrique : « subventions d'investissement aux entreprises » (tableau des opérations financières).

Il en est de même de l'E.E.M. et des C.F.M. pour la part des dépenses de premier établissement revenant à l'Etat.

Les subventions reprises dans le compte public « opérations courantes » sont uniquement des subventions de fonctionnement : aux P.T.T., à l'Agriculture, aux Hôpitaux autonomes, etc... Les subventions aux particuliers correspondent principalement aux dépenses d'assistance et aux dépenses de l'Instruction Publique ayant un caractère de transfert (bourses et subventions aux écoles privées).

b) **Evaluation des opérations**

De même que pour les Municipalités, les Régions et les Etablissements publics, les chiffres retenus ne correspondent pas aux exercices budgétaires mais aux opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre. Ainsi les chiffres indiqués pour 1951 regroupent les opérations de la période principale de l'exercice 1951 et celle de la période complémentaire de l'exercice 1950.

Dépenses et recettes de l'Etat ont été établies sur la base du compte de gestion du Trésorier général. Toutefois, pour les dépenses de 1re partie, ce document est dressé par chapitres, lesquels ne sont pas toujours homogènes au regard de la comptabilité économique puisqu'ils regroupent parfois dépenses de personnel et de matériel. Dans certains cas par conséquent, il a été nécessaire de ventiler les chiffres globaux de paiement du Trésorier général en fonction des prévisions budgétaires ou des états d'engagement de dépenses.

Par ailleurs, la répartition de quelques impôts directs et des recettes diverses entre particuliers et entreprises n'a pu être faite que d'une manière approximative.

C'est dire que si le total des recettes et des dépenses retenues pour l'Etat a une exactitude comptable, il n'en est pas de même de certaines recettes et dépenses considérées isolément.

II. — MUNICIPALITES ET REGIONS

L'analyse des opérations des Municipalités et Régions n'a pas soulevé de difficulté particulière. Toutefois, certains services industriels et commerciaux gérés par les Municipalités n'ont pu être isolés des activités purement administratives. Si les documents disponibles l'avaient permis, ces services auraient dû être classés dans le secteur des entreprises, le déficit (ou excédent) de leur exploitation apparaissant alors dans le compte du secteur public comme subvention (ou revenu net d'entreprises publiques).

III. — ETABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTERE ADMINISTRATIF

Seuls ont été retenus les établissements publics dont l'activité présentait un caractère administratif :

— Office Marocain des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre,
— Office Chérifien de Contrôle et d'Exportation,
— Office Marocain du Tourisme,
— Office Marocain des Changes,
— Caisse de Compensation,
— Caisse Centrale de Garantie,
— Chambres de Commerce et d'Industrie et Chambres d'Agriculture,
— Ecoles d'Agriculture.

Les autres établissements publics figurent soit dans le compte des transferts sociaux (Office de la Famille Française) soit dans le compte des entreprises (Offices de Logement, hôpitaux autonomes, organismes de crédit, etc...).

Le compte des établissements publics à caractère administratif a pu être établi avec une précision suffisante.

Au total, le compte du « secteur public marocain opérations courantes » présente évidemment quelques imperfections. Toutefois, la marge d'erreur qui affecte certaines rubriques de recettes et de dépenses reste relativement faible et le présent compte traduit l'évolution des opérations du secteur public de 1951 à 1954.

IV. — TRANSFERTS SOCIAUX

Il a paru souhaitable de regrouper dans un compte des transferts sociaux l'activité des divers organismes publics et privés versant aux particuliers des prestations analogues à celles de la Sécurité Sociale : prestations maladie et maternité, allocations familiales, pensions de retraites, rentes d'accident du travail.

Les organismes retenus sont les suivants :

1. Mutuelles de fonctionnaires,
2. Caisses de pensions et retraites : Caisse Marocaine de retraite, fonds spécial des pensions, caisse des rentes viagères, caisse de prévoyance,
3. Office de la famille française,
4. Caisse d'aide sociale,
5. Caisse interprofessionnelle marocaine des retraites,
6. Assurances privées (pour les accidents du travail principalement.

Les documents disponibles n'ont pas toujours permis d'évaluer avec précision les recettes et les dépenses de ces organismes. Ce compte donne cependant une idée à peu près satisfaisante des opérations présentant un caractère de transfert.

V. — EXTERIEUR - OPERATIONS PUBLIQUES

A. — FRANCE

Ce compte regroupe trois catégories d'opérations effectuées par le Trésorier général en qualité de comptable métropolitain :

1° **Opérations budgétaires** (dépenses et recettes, civiles et militaires) ;

2° **Certaines opérations du Trésor.**

Les unes sont retracées dans les comptes spéciaux « Subsistances militaires », « Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire ». Les autres (bons du Trésor, placements du Trésor chérifien au Trésor français, prêts F M E) figurent à des comptes d'emprunts, à des comptes de mouvements de fonds ou à la rubrique « Collectivités administratives ».

Toutes les opérations du Trésor métropolitain n'ont pas été prises en considération : c'est ainsi que les recettes et les dépenses de la Loterie Nationale ont été classées dans le compte « Extérieur - opérations privées ».

3 **Opérations de certains budgets annexes et établissements d'Etat.**

Il s'agit des budgets annexes de l'armement et des poudres et essences, de la Légion d'honneur et de l'établissement des invalides de la Marine.

Les autres opérations métropolitaines du Trésorier général ont été considérées comme des transferts privés entre la France et le Maroc ; c'est le cas en particulier des recettes et dépenses pour le compte d'autres trésoriers généraux, des opérations de la Caisse nationale d'épargne et de la Caisse des dépôts et consignations.

Les diverses recettes et dépenses retenues dans le présent compte ont pu être analysées avec suffisamment d'exactitude. De même que pour le compte du secteur public marocain elles figurent soit dans les opérations courantes, soit dans le tableau des opérations financières. Toutefois les dépenses d'équipement (travaux au titre des bases aériennes notamment) ont été classées dans les opérations courantes.

B. — BASES AMERICAINES ET DIVERS

Les bases américaines installées au Maroc ont été considérées comme extérieures à l'économie marocaine et les comptes ne décrivent par conséquent que les relations existant entre ces bases et les agents économiques marocains : distributions de salaires à des personnes résidant habituellement au Maroc ou achats de biens et services à des entreprises installées sur le territoire marocain. Par contre, les délégations de solde aux Etats-Unis ou les importations effectuées directement pour le compte des bases n'ont pas été reprises dans les comptes présentés ici. En particulier, le montant global des travaux réalisés pour la construction des bases ne figure pas dans l' « équipement national ».

Dans le même compte ont été groupés les autres opérations courantes publiques extérieures telles que les dépenses des consulats étrangers au Maroc.

VI. — EXTERIEUR : OPERATIONS PRIVEES

Ce compte correspond à la partie « opérations courantes privées » de la balance des paiements.

Toutefois certains postes non évalués dans la balance des paiements ont fait l'objet d'une estimation ; c'est le cas notamment des revenus de la propriété et de l'entreprise en provenance de France.

Par ailleurs ce compte comprend une partie des opérations courantes du secteur public marocain (dans la balance des paiements, celles-ci sont classées dans les opérations courantes publiques).

TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES

Le tableau des opérations financières qui est présenté pour les années 1953 et 1954 retrace les recettes (ressources) et les dépenses (emplois) en capital, intervenues :

1 — **entre les divers secteurs** (opérations entre agents, cadre I).

Ce cadre rassemble les opérations en capital du secteur public marocain et des transferts sociaux et la partie « opérations en capital » de la balance des paiements.

2 — **entre ces secteurs et le Trésor Marocain** (cadre II).

Ce tableau est établi suivant les méthodes de la comptabilité en partie double, chaque compte étant crédité (ressources : R) par le débit (emplois : E) d'un autre compte. Par exemple, les prêts F.M.E. figurent en « emplois » dans le compte « opérations publiques France » et en « ressources » dans les comptes « Economie » et « Secteur public marocain ».

Ces opérations financières ont été raccordées avec la comptabilité économique par le report du solde des opérations courantes et le report des dépenses d'équipement.

Le poste prévu pour ajustement correspond :

— aux erreurs et omissions dans l'évaluation des opérations **courants privées** avec l'extérieur (cadre III), (les opérations publiques sont en effet connues de façon comptable),

— d'autre part, à des mouvements de **capitaux privés** qu'il n'a pas été possible de recenser (cadre II). Ce sera notamment le cas pour les années suivantes. En 1956 par exemple, ce poste d'ajustement atteindra une centaine de milliards correspondant pour l'essentiel aux sorties de capitaux hors Maroc.

Ce tableau des opérations financières est assez sommaire puisqu'il ne décrit pas les activités des banques et établissements financiers. Il donne cependant une idée d'ensemble du financement de l'économie marocaine au cours des années 1953-1954.

Cette étude a été établie par

MM. **GUILBAUD**
RAYMONDO
DELPLA

(Service des Etudes Economiques et du Plan)

ANNEXES

I — ENTREPRISES - OPERATIONS COURANTES

Emplois - (millions de francs)

		1951	1952	1953	1954
Salaires distribués par les entreprises non agricoles	1.2 a	**83.000**	**102.000**	**112.000**	**112.000**
Revenus distribués par les entreprises agricoles aux particuliers (y compris les salaires)	1,2 b	**140.900**	**159.100**	**178.800**	**195.400**
Revenus de la propriété et de l'entreprise		**102.400**	**133.100**	**142.200**	**138.200**
— Particuliers (entreprises non agricoles)	1.2 c	89.600	117.200	125.100	119.000
— Secteur public marocain					
— Revenus nets des entreprises publiques	1.3 a	6.700	8.500	8.700	9.900
— Intérêts	1.3 b	600	900	800	800
— Transferts sociaux	1.4 a	100	100	100	100
— Extérieur - opérations privées	1.6 a	5.400	6.400	7.500	8.400
Cotisations versées au compte des transferts sociaux	1.4 b	**3.800**	**5.000**	**6.000**	**7.000**
Impôts directs	1.3 c	**15.000**	**18.100**	**20.300**	**21.900**
Impôts indirects	1.3 d	**32.500**	**37.700**	**38.200**	**42.300**
Epargne brute		**28.000**	**32.000**	**33.000**	**36.500**
— Amortissements	1.7 a	21 000	25.000	29.000	33.000
— Revenus non distribués des sociétés	1.7 b	7.000	7.000	4.000	3.500
Dépenses diverses		**1.100**	**500**	**1.700**	**2.000**
— Secteur public marocain	1.3 e	800	400	1.500	1.600
— Extérieur : opérations courantes publiques France	1.5 a	300	100	200	400
TOTAL		**406.700**	**487.500**	**532.200**	**555.300**

I — ENTREPRISES - OPERATIONS COURANTES

Ressources - (millions de francs)

		1951	1952	1953	1954
Production intérieure brute		**405.000**	**485.500**	**530.000**	**552.400**
Subventions de fonctionnement du secteur public marocain	3.1 a	**1.300**	**1.300**	**2.000**	**2.600**
Intérêts versés par le secteur public marocain	3.1 b	**100**	**400**	**200**	**200**
Recettes diverses		**300**	**300**	—	**100**
— Secteur public marocain	3.1 c	200	100	—	100
— Extérieur - opérations courantes publiques France	5.1 a	100	200	—	
TOTAL		**406.700**	**487.500**	**532.200**	**555.300**

II — PARTICULIERS - OPERATIONS COURANTES

Emplois - (millions de francs)

		1951	1952	1953	1954
Consommation intérieure		**343.300**	**401.300**	**432.400**	**456.800**
Dépenses des touristes à l'extérieur	2.6 a	**9.500**	**15.700**	**16.500**	**16.300**
Cotisations versées au compte des transferts sociaux	2.4 a	**900**	**1.800**	**2.200**	**2.500**
Impôts directs	2.3 a	**2.700**	**3.000**	**3.800**	**3.800**
Dépenses diverses					
Secteur public marocain	2.3 b	**100**	**100**	**300**	**300**
Epargne nette des particuliers et entreprises individuelles	2.7 a	**15.300**	**33.200**	**41.400**	**34.700**
TOTAL		**371.800**	**455.100**	**496.600**	**514.400**

II — PARTICULIERS - OPERATIONS COURANTES

Ressources - (millions de francs)

		1951	1952	1953	1954
Salaires non agricoles		**121.900**	**154.400**	**168.000**	**172.300**
Entreprises	1.2 a	83.000	102.000	112.000	112.000
Secteur public marocain	3.2 a	23.300	29.400	32.900	36.800
Transferts sociaux	4.2 a	500	600	700	800
Extérieur - opérations publiques France	5.2 a	11.200	14.600	16.500	17.000
Bases américaines & divers	5.2 b	3.900	7.800	5.900	5.700
Revenus distribués par les entreprises agricoles (y compris les salaires)	1.2 b	**140.900**	**159.100**	**178.800**	**195.400**
Revenus de la propriété et de l'entreprise		**94.000**	**121.700**	**129.500**	**123.500**
Entreprises non agricoles	1.2 c	89.600	117.200	125.100	119.000
Secteur public marocain (dette publique)	3.2 b	200	700	400	300
Extérieur - opérations publiques françaises	5.2 c	200	100	300	200
opérations privées	6.2 a	4.000	3.700	3.700	4.000
Transferts		**15.000**	**19.900**	**20.300**	**23.200**
Secteur public marocain	3.2 c	2.200	2.800	3.300	3.900
Transferts sociaux	4.2 b	5.800	6.800	7.700	8.600
Extérieur - opérations publiques françaises (retraites et pensions)	5.2 d	5.500	7.900	6.300	7.700
Opérations privées : transferts de salaires	6.2 b	1.500	2.400	3.000	3.000
TOTAL		**371.800**	**455.100**	**496.600**	**514.400**

III — SECTEUR PUBLIC MAROCAIN - OPERATIONS COURANTES

Emplois - (millions de francs)

		1951	1952	1953	1954
Traitements et salaires		**23.400**	**29.600**	**33.100**	**37.100**
Particuliers	3.2 a	23.300	29.400	32.900	36.800
Extérieur - opérations privées	3.6 a	100	200	200	300
Cotisations versées au compte des transferts sociaux	3.4 a	**1.200**	**1.500**	**1.700**	**1.800**
Achats de biens et services		**4.800**	**6.400**	**9.900**	**11.700**
Subventions		**3.900**	**4.500**	**5.700**	**7.000**
Entreprises (subventions de fonctionnement)	3.1 a	1.300	1.300	2.000	2.600
Particuliers	3.2 c	2.200	2.800	3.300	3.900
Transferts sociaux	3.4 b	400	400	400	500
Intérêts		**1.500**	**2.400**	**2.200**	**2.600**
Entreprises	3.1 b	100	400	200	200
Particuliers	3.2 b	200	700	400	300
Transferts sociaux	3.4 c	—	100	100	—
Extérieur					
— opérations publique-France	3.5 a	400	600	700	1.000
— opérations privées	3.6 b	800	600	800	1.100
Dépenses diverses		**700**	**700**	**900**	**1.200**
Entreprises	3.1 c	200	100	—	100
Extérieur					
— opérations publiques-France	3.5 b	300	400	600	700
— opérations privées	3.6 c	200	200	300	400
Excédent	3.7 a	**25.700**	**27.300**	**24.000**	**23.500**
TOTAL		**61.200**	**72.400**	**77.500**	**84.900**

III — SECTEUR PUBLIC MAROCAIN - OPERATIONS COURANTES

Ressources - (millions de francs)

		1951	1952	1953	1954
Impôts directs		**17.700**	**21.100**	**24.100**	**25.700**
Entreprises	1.3 a	15.000	18.100	20.300	21.700
Particuliers	2.3 a	2.700	3.000	3.800	3.800
Impôts indirects - entreprises	1.3 d	**32.500**	**37.700**	**38.200**	**42.300**
Ventes de biens et de services		**2.200**	**3.200**	**3.100**	**3.700**
Revenu net des entreprises publiques	1.3 a	**6.700**	**8.500**	**8.700**	**9.900**
Intérêts		**1.000**	**1.300**	**1.100**	**1.000**
Entreprises	1.3 b	600	900	800	800
Extérieur					
— opérations publiques-France	5.3 a	400	400	300	200
Recettes diverses		**1.100**	**600**	**2.300**	**2.300**
Entreprises	1.3 e	800	400	1.500	1.600
Particuliers	2.3 b	100	100	300	300
Transferts sociaux	4.3 a	—	—	100	200
Extérieur					
— opérations publiques-France	5.3 b	—	—	100	—
— opérations privées	6.3 a	200	100	300	200
TOTAL		**61.200**	**72.400**	**77.500**	**84.900**

IV — TRANSFERTS SOCIAUX - OPERATIONS COURANTES

Emplois - (millions de francs)

		1951	1952	1953	1954
Salaires	4.2 a	**500**	**600**	**700**	**800**
Achats de biens et services		**200**	**100**	**200**	**300**
Prestations	4.2 b	**5.800**	**6.800**	**7.700**	**8.600**
Dépenses diverses					
Secteur public marocain	4.3 a	—	—	**100**	**200**
Excédent	4.7 a	—	**1.400**	**1.800**	**2.000**
TOTAL		**6.500**	**8.900**	**10.500**	**11.900**

IV — TRANSFERTS SOCIAUX - OPERATIONS COURANTES

Ressources - (millions de francs)

		1951	1952	1953	1954
Cotisations		**5.900**	**8.300**	**9.900**	**11.300**
Entreprises	1.4 b	3.800	5.000	6.000	7.000
Particuliers	2.4 a	900	1.800	2.200	2.500
Secteur public marocain	3.4 a	1.200	1.500	1.700	1.800
Subventions					
Secteur public marocain	3.4 b	**400**	**400**	**400**	**500**
Intérêts		**100**	**200**	**200**	**100**
Entreprises	1.4 a	100	100	100	100
Secteur public marocain	3.4 c	—	100	100	—
Déficit	7.4 a	100	—	—	—
TOTAL		6.500	8.900	10.500	11.900

V — EXTERIEUR - OPERATIONS COURANTES PUBLIQUES

Emplois - (millions de francs)

A — France

		1951	1952	1953	1954
Traitements et salaires	5.2 a	**11.200**	**14.600**	**16.500**	**17.000**
Achats de biens et services		**7.600**	**15.500**	**19.900**	**15.900**
Achats courants		6.800	11.700	13.600	12.300
Biens d'équipement		800	3.800	6.300	3.600
Transferts (retraites et pensions)	5.2 d	**5.500**	**7.900**	**6.300**	**7.700**
Intérêts		**600**	**500**	**600**	**400**
Particuliers	5.2 c	200	100	300	200
Secteur public marocain	5.3 a	400	400	300	200
Dépenses diverses		**100**	**200**	**100**	—
Entreprises	5.1 a	100	200	—	—
Secteur public marocain	5.3 b	—	—	100	—
TOTAL		**25.000**	**38.700**	**43.400**	**41.000**

B — Bases américaines et divers

Traitements et salaires	5.2 b	**3.900**	**7.800**	**5.900**	**5.700**
Achats de biens et services		**5.100**	**8.400**	**7.100**	**5.900**
TOTAL		**9.000**	**16.200**	**13.000**	**11.600**

V — EXTERIEUR - OPERATIONS COURANTES PUBLIQUES

Ressources - (millions de francs)

A — France

		1951	1952	1953	1954
Ventes de biens et services		300	400	800	,400
Intérêts					
Secteur public marocain	3.5 a	400	600	700	1.000
Recettes diverses		600	500	800	1.100
Entreprises	1.5 a	300	100	200	400
Secteur public marocain	3.5 b	300	400	600	700
Déficit	7.5 a	23.700	37.200	41.100	38.500
TOTAL		25.000	38.700	43.400	41.000

B — Bases américaines et divers

Déficit	7.5 b	9.000	16.200	13.000	11.600
TOTAL		9.000	16.200	13.000	11.600

VI — EXTERIEUR - OPERATIONS COURANTES PRIVEES

Emplois - (millions de francs)

		1951	1952	1953	1954
Exportations du Maroc (FOB)		89.600	98.700	97.000	102.900
Frais d'escale, services divers		4.200	5.400	5.200	6.000
Touristes au Maroc		7.000	10.800	10.800	10.000
Transferts de salaires	6.2 b	1.500	2.400	3.000	3.000
Revenus de la propriété et de l'entreprise	6.2 a	4.000	3.700	3.700	4.000
Dépenses diverses					
Secteur public marocain	6.3 a	200	100	300	200
Excédent des opérations courantes	6.7 a	70.000	84.500	78.900	71.100
TOTAL		176.500	205.600	198.900	197.200

VI — EXTERIEUR - OPERATIONS COURANTES PRIVEES

Ressources - (millions de francs)

		1951	1952	1953	1954
Importations du Maroc (CAF)		**160.500**	**182.500**	**173.600**	**170.700**
Touristes du Maroc à l'extérieur	2.6 a	**9.500**	**15.700**	**16.500**	**16.300**
Salaires (secteur public marocain)	3.6 a	**100**	**200**	**200**	**300**
Revenus de la propriété et de l'entreprise		**6.200**	**7.000**	**8.300**	**9.500**
Entreprises	1.6 a	5.400	6.400	7.500	8.400
Dette publique marocaine	3.6 b	800	600	800	1.100
Recettes diverses					
Secteur public marocain	3.6 c	**200**	**200**	**300**	**400**
TOTAL		**176.500**	**205.600**	**198.900**	**197.200**

VII — OPERATIONS EN CAPITAL

Emplois - (millions de francs)

	1951	1952	1953	1954
Equipement brut (national)	**98.700**	**126.200**	**116.800**	**107.600**
Entreprises	77.200	98.200	90.500	78.600
Secteur public marocain	21.500	28.000	26.300	29.000
Variations des stocks	**7.500**	**— 1.200**	**8.200**	**10.100**
TOTAL	**106.200**	**125.000**	**125.000**	**117.700**

VII — OPERATIONS EN CAPITAL

Ressources - (millions de francs)

		1951	1952	1953	1954
Epargne brute des entreprises		**28.000**	**32.000**	**33.000**	**36.500**
Amortissements	1.7 a	21.000	25.000	29.000	33.000
Revenus non distribués des sociétés	1.7 b	7.000	7.000	4.000	3.500
Epargne nette des particuliers et entreprises individuelles	2.7 a	**15.300**	**33.200**	**41.400**	**34.700**
Excédent des opérations courantes du secteur public marocain	3.7 a	**25.700**	**27.300**	**24.000**	**23.500**
Excédent des opérations courantes des transferts sociaux	4.7 a	**— 100**	**1.400**	**1.800**	**2.000**
Solde des opérations courantes avec l'extérieur		**37.300**	**31.100**	**24.800**	**21.000**
Excédent des opérations courantes privées	6.7 a	70.000	84.500	78.900	71.100
Déficit des opérations courantes publiques France	7.5 a	— 23.700	— 37.200	— 41.100	— 38.500
Bases américaines et divers	7.5 b	— 9.000	— 16.200	— 13.000	— 11.600
TOTAL		**106.200**	**125.000**	**125.000**	**117.700**

TABLEAU SOMMAIRE DES OPERATIONS FINANCIERES - 1953 (millions de francs)

	Economie (1)		Secteur public marocain		Transferts sociaux		Trésor marocain		Extérieur : opérations privées		Extérieur : opérations publiques : France		Extérieur : opérations publiques : Bases U.S. et divers	
	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E
I — OPERATIONS ENTRE AGENTS														
1 Emprunts (et amortissements)														
— F M E	1.100		15.000	1.700							1.700	16.100		
— Bons du Trésor français (2)		3.700									3.700			
— Autres emprunts														
de l'Etat marocain	200		4.800	700					500	4.800				
des Sociétés concessionnaires	5.100	400							400	5.100				
dette publique française	300											300		
2 Investissements de l'extérieur (3)	6.100									6.100				
3 Variations des disponibilités extérieures														
— Banques		3.000							3.000					
— Caisse d'Epargne et divers	700									700				
4 Subventions d'investissement (4)	13.700			13.700										
5 Opérations diverses														
— Cessions d'immeubles (5)	2.000			2.000										
— Dépôts divers		1.500	800								700			
— monnaie métallique et achats d'or (6)		1.400	800						600					
— autres opérations	1.400					1.400								
Variation du solde du compte d'opérations	3.700											3.700		
Ressources ou emplois nets	**24.300**	—	**3.300**	—	—	**1.400**	—	—	—	**12.200**	—	**14.000**	—	—
II — OPERATIONS ENTRE TRESOR MAROCAIN & AGENTS														
1 Disponibilités du Trésor														
— dépôts au Trésor français							100					100		
— dépôts dans les banques marocaines	5.100							5.100						
— divers		1.000					1.000							
2 Bons d'équipement		1.800					1.800							
3 Dépôts au Trésor		1.800		2.700		600	5.100							
4 Avances du Trésor	1.200		1.800		200			3.200						
5 Opérations diverses (7)		200		100			300							
Ressources ou emplois nets	**1.500**	—	—	**1.000**	—	**400**	—	—	—	—	—	**100**	—	—
III — SOLDE DES OPERATIONS COURANTES	74.400	—	24.000	—	1.800	—	—	—	78.900	—	—	41.100	—	13.000
IV — EQUIPEMENT ET STOCKS	—	98.700	—	26.300	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement	—	1.500	—	—	—	—	—	—	1.500	—	—	—	—	—
TOTAUX	**100.200**	**100.200**	**27.300**	**27.300**	**1.800**	**1.800**	—	—	**68.200**	—	—	**55.200**	—	**13.000**

(1) ECONOMIE. — *Cette colonne regroupe entreprises, particuliers et intermédiaires financiers marocains autres que le Trésor.*

(2) BONS DU TRESOR FRANÇAIS — *Cette rubrique comprend les bons du Trésor Français en circulation au Maroc ainsi que les bons du Trésor souscrits par la B.E.M. en couverture de la monnaie.*

(3) INVESTISSEMENTS DE L'EXTERIEUR. — *Il s'agit uniquement des investissements recensés dans les sociétés anonymes et S.A.R.L. chérifiennes.*

(4) SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS — *Ces subventions correspondent aux dépenses d'investissements :*
— des P.T.T., des Ports, de l'Habitat (qui sont classés dans le secteur des entreprises).
— de l'E.E.M. et des Chemins de Fer pour la part de ces dépenses à la charge de l'Etat.
En 1951 le total de ces subventions s'est élevé à 12,7 milliards et en 1952 à 15,3 milliards.

(5) CESSIONS D'IMMEUBLES — *Chiffres évalués assez approximativement.*

(6) MONNAIE METALLIQUE ET ACHATS D'OR — *Achats d'or effectués à l'extérieur par la B.E.M. et contre-valeur de la monnaie métallique mise en circulation.*

(7) OPERATIONS DIVERSES — *Cette rubrique correspond aux ajustements apportés aux opérations budgétaires pour tenir compte des recettes et dépenses à classer.*

TABLEAU SOMMAIRE DES OPERATIONS FINANCIERES - 1954 (millions de francs)

	Economie (1)		Secteur public marocain		Transferts sociaux		Trésor marocain		Extérieur : opérations privées		Extérieur : opérations publiques : France		Extérieur : opérations publiques : Bases U.S. et divers	
	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E
I — OPERATIONS ENTRE AGENTS														
1 Emprunts (et amortissements)														
— F M E	2.100	100	13.500	2.200							2.300	15.600		
— Bons du Trésor français (2)		8.000									8.000			
— Autres emprunts														
de l'Etat marocain	100		3.100	1.300					1.200	3.100				
des Sociétés concessionnaires	4.700	700							700	4.700				
dette publique française	200											200		
2 Investissements de l'extérieur (3)	6.100									6.100				
3 Variations des disponibilités extérieures														
— Banques	1.000									1.000				
— Caisse d'Epargne et divers	1.500									1.500				
4 Subventions d'investissement (4)	11.200			11.200										
5 Opérations diverses														
— Cessions d'immeubles (5)	1.500			1.500										
— Dépôts divers	500			500										
— monnaie métallique et achats d'or (6)		1.800	1.200						600					
— autres opérations	2.800		300			2.800				300				
Variation du solde du compte d'opérations		6.400				—					6.400			
Ressources ou emplois nets	14.700	—	1.400	—	—	2.800	—	—	—	14.200	900	—	—	—
II — OPERATIONS ENTRE TRESOR MAROCAIN & AGENTS														
1 Disponibilités du Trésor														
— dépôts au Trésor français							12.100					12.100		
— dépôts dans les banques marocaines		800					800							
— divers	1.100							1.100						
2 Bons d'équipement	1.600							1.600						
3 Dépôts au Trésor		900	1.700		600		900	2.300						
4 Avances du Trésor	6.300				200			6.500						
5 Opérations diverses (7)		100	2.400				100	2.400						
Ressources ou emplois nets	7.200	—	4.100	—	800	—	—	—	—	—	—	12.100	—	—
III — SOLDE DES OPERATIONS COURANTES	71.200	—	23.500	—	2.000	—	—	—	71.100	—	—	38.500	—	11.600
IV — EQUIPEMENT ET STOCKS	—	88.700	—	29.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement	—	4.400	—	—	—	—	—	—	4.400	—	—	—	—	—
TOTAUX	93.100	93.100	29.000	29.000	2.800	2.800	—	—	61.300	—	—	49.700	—	11.600

(1) ECONOMIE. — *Cette colonne regroupe entreprises, particuliers, et intermédiaires financiers marocains autres que le Trésor.*

(2) BONS DU TRESOR FRANÇAIS. — *Cette rubrique comprend les bons du Trésor Français en circulation au Maroc ainsi que les bons du Trésor souscrits par la B.E.M. en couverture de la monnaie.*

(3) INVESTISSEMENTS DE L'EXTERIEUR. — *Il s'agit uniquement des investissements recensés dans les sociétés anonymes et S.A.R.L. chérifiennes.*

(4) SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS — *Ces subventions correspondent aux dépenses d'investissements :*
— *des P.T.T., des Ports, de l'Habitat (qui sont classés dans le secteur des entreprises)*
— *de l'E.E.M. et des Chemins de fer pour la part de ces dépenses à la charge de l'Etat.*
En 1951 le total de ces subventions s'est élevé à 12,7 milliards et en 1952 à 15,3 milliards.

(5) CESSIONS D'IMMEUBLES — *Chiffres évalués assez approximativement.*

(6) MONNAIE METALLIQUE ET ACHATS D'OR — *Achats d'or effectués à l'extérieur par la B.E.M. et contre-valeur de la monnaie métallique mise en circulation.*

(7) OPERATIONS DIVERSES — *Cette rubrique correspond aux ajustements apportés aux opérations budgétaires pour tenir compte des recettes et dépenses à classer.*

EMPLOIS ET RESSOURCES DES DIFFERENTES CATEGORIES DE BIENS ET SERVICES EN 1951 (millions de francs)

PRODUITS	EMPLOIS						RESSOURCES		
	Emplois sur le territoire marocain								
	Consommation courante	Equipement	Variation des stocks	Total des emplois sur le territoire marocain	Exportations	TOTAL	Production finale	Valeur ajoutée aux produits finis importés	Importations
0 — Végétaux et animaux	25.500	—	2.500	28.000	29.000	57.000	50.500	800	5.700
1 — Denrées alimentaires d'origine animale et corps gras..	85.000	—	—	85.000	2.400	87.400	77.500	2.800	7.100
2 — Autres denrées alimentaires.	105.000	—	800	105.800	13.200	119.000	84.700	9.100	25.200
3 — Energie	8.600	—	500	9.100	1.200	10.300	— 1.500	1.600	10.200
4 — Matières premières et demi-produits	2.900	—	500	3.400	36.800	40.200	14.700	—	25.500
5 — Produits des industries mécaniques et électriques....	19.800	44.200	1.000	65.000	800	65.800	2.500	17.000	46.300
6 — Textiles et cuirs	50.900	1.600	1.500	54.000	2.900	56.900	14.000	18.200	24.700
7 — Produits des industries diverses	21.800	3.000	700	25.500	2.200	27.700	11.000	4.100	12.600
8 — Bâtiment et Travaux publics	—	51.800	—	51.800	—	51.800	51.800	—	—
9 — Services	44.300	—	—	44.300	1.100	45.400	45.400	—	—
10 — Colis postaux	3.400	—	—	3.400	—	3.400	—	800	2.600
Divers non ventilés	600	—	—	600	—	600	—	—	600
TOTAL	**367.800**	**100.600**	**7.500**	**475.900**	**89.600**	**565.500**	**350.600**	**54.400**	**160.500**

Production finale 350.600
Valeur ajoutée aux produits finis importés 54.400
Total : **PRODUCTION INTERIEURE BRUTE** 405.000

EMPLOIS ET RESSOURCES DES DIFFERENTES CATEGORIES DE BIENS ET SERVICES EN 1952 (millions de francs)

PRODUITS	EMPLOIS						RESSOURCES		
	Emplois sur le territoire marocain								
	Consommation courante	Equipement	Variation des stocks	Total des emplois sur le territoire marocain	Exportations	TOTAL	Production finale	Valeur ajoutée aux produits finis importés	Importations
0 — Végétaux et animaux	30.600	—	— 1.500	29.100	30.900	60.000	55.100	600	4.300
1 — Denrées alimentaires d'origine animale et corps gras..	97.600	—	—	97.600	4.600	102.200	95.500	1.900	4.800
2 — Autres denrées alimentaires.	123.900	—	— 400	123.500	12.600	136.100	99.200	9.800	27.100
3 — Energie	11.300	—	700	12.000	1.600	13.600	— 1.400	2.000	13.000
4 — Matières premières et demi-produits	3.500	—	1.700	5.200	41.300	46.500	14.700	—	31.800
5 — Produits des industries mécaniques et électriques....	24.800	51.700	— 700	75.800	1.200	77.000	3.300	19.800	53.900
6 — Textiles et cuirs	56.500	2.000	— 700	57.800	2.600	60.400	16.500	18.600	25.300
7 — Produits des industries diverses	27.300	3.900	— 300	30.900	2.300	33.200	12.900	5.000	15.300
8 — Bâtiment et Travaux publics	—	74.000	—	74.000	—	74.000	74.000	—	—
9 — Services	55.700	—	—	55.700	1.600	57.300	56.400	—	900
10 — Colis postaux	6.900	—	—	6.900	—	6.900	—	1.600	5.300
Divers non ventilés	800	—	—	800	—	800	—	—	800
TOTAL	**438.900**	**131.600**	**— 1.200**	**569.300**	**98.700**	**668.000**	**426.200**	**59.300**	**182.500**

Production finale 426.200
Valeur ajoutée aux produits finis importés 59.300
Total : **PRODUCTION INTERIEURE BRUTE** 485.500

EMPLOIS ET RESSOURCES DES DIFFERENTES CATEGORIES DE BIENS ET SERVICES EN 1953 (millions de francs)

	EMPLOIS					RESSOURCES			
	Emplois sur le territoire marocain								
PRODUITS	Consommation courante	Equipement	Variation des stocks	Total des emplois sur le territoire marocain	Exportations	TOTAL	Production finale	Valeur ajoutée aux produits finis importés	Importations
0 Vegetaux et animaux	35.500	—	5.000	40.500	31.600	72.100	65.800	1.200	5.100
1 Denrées alimentaires d'origine animale et corps gras	105.200	—	—	105.200	2.600	107.800	98.500	2.300	7.000
2 Autres denrées alimentaires	137.300	—	1.100	138.400	13.300	151.700	112.800	11.100	27.800
3 Energie	12.800	—	2.500	15.300	1.500	16.800	200	3.000	13.600
4 Matières premieres et demi-produits	800	—	— 400	400	39.300	39.700	18.600	—	21.100
5 Produits des industries mécaniques et électriques	24.100	45.800	—	69.900	1.200	71.100	3.600	18.300	49.200
6 Textiles et cuirs	59.000	1.900	—	60.900	3.000	63.900	17.000	19.700	27.200
7 Produits des industries diverses	24.600	2.900	—	27.500	2.900	30.400	10.000	5.000	15.400
8 Bâtiment et Travaux publics	—	76.400	—	76.400	—	76.400	76.400	—	—
9 Services	64.800	—	—	64.800	1.500	66.300	65.000	—	1.300
10 Colis postaux	6.500	—	—	6.500	100	6.600	—	1.500	5.100
Divers non ventilés	800	—	—	800	—	800	—	—	800
TOTAL	**471.400**	**127.000**	**8.200**	**606.600**	**97.000**	**703.600**	**467.900**	**62.100**	**173.600**

Production finale 467.900
Valeur ajoutée aux produits finis importés 62.100
Total : **PRODUCTION INTERIEURE BRUTE** 530.000

EMPLOIS ET RESSOURCES DES DIFFERENTES CATEGORIES DE BIENS ET SERVICES EN 1954 (millions de francs)

	EMPLOIS					RESSOURCES			
	Emplois sur le territoire marocain								
PRODUITS	Consommation courante	Equipement	Variation des stocks	Total des emplois sur le territoire marocain	Exportations	TOTAL	Production finale	Valeur ajoutée aux produits finis importés	Importations
0 Végétaux et animaux	42.100	—	6.000	48.100	37.100	85.200	79.700	1.400	4.100
1 Denrées alimentaires d'origine animale et corps gras	109.500	—	—	109.500	1.800	111.300	102.900	2.000	6.400
2 Autres denrées alimentaires	137.900	—	1.300	139.200	12.500	151.700	115.600	9.600	26.500
3 Energie	14.000	—	2.400	16.400	1.500	17.900	—	5.100	12.800
4 Matières premières et demi-produits	3.300	—	400	3.700	40.400	44.100	21.000	200	22.900
5 Produits des industries mécaniques et électriques	25.600	45.300	—	70.900	1.500	72.400	4.100	19.700	48.600
6 Textiles et cuirs	56.200	2.200	—	58.400	3.400	61.800	17.700	18.300	25.800
7 Produits des industries diverses	27.100	3.500	—	30.600	3.200	33.800	12.100	5.500	16.200
8 Bâtiment et Travaux publics	—	63.500	—	63.500	—	63.500	63.500	—	—
9 Services	72.400	—	—	72.400	1.400	73.800	72.500	—	1.300
10 Colis postaux	6.400	—	—	6.400	100	6.500	—	1.500	5.000
Divers non ventilés	1.100	—	—	1.100	—	1.100	—	—	1.100
TOTAL	**495.600**	**114.500**	**10.100**	**620.200**	**102.900**	**723.100**	**489.100**	**63.300**	**170.700**

Production finale 489.100
Valeur ajoutée aux produits finis importés 63.300
Total : **PRODUCTION INTERIEURE BRUTE** 552.400

EMPLOIS ET RESSOURCES DES DIFFERENTES CATEGORIES DE BIENS ET SERVICES EN 1954 (millions de francs)

PRODUITS	EMPLOIS					TOTAL	RESSOURCES		
	Emplois sur le territoire marocain				Exportations		Production finale	Valeur ajoutée aux produits finis importés	Importations
	Consommation courante	Equipement	Variation des stocks	Total des emplois sur le territoire marocain					
0 — Végétaux et animaux									
Céréales (1)	500	—	6.400	6.900	18.300	25.300	25.300	—	—
Fruits	15.300	—	100	15.200	4.200	19.300	17.200	800	1.300
Légumes	26.000	—	600	25.400	8.600	34.000	32.800	500	700
Produits végétaux divers	300	—	—	300	4.000	4.300	3.200	—	1.100
Graines et fruits oléagineux	—	—	—	—	1.000	1.000	200	—	800
Fourrages et aliments pour animaux	—	—	—	—	800	800	800	—	—
Animaux vivants	—	—	300	300	200	500	200	100	200
TOTAL	**42.100**	—	**6.000**	**48.100**	**37.100**	**85.200**	**79.700**	**1.400**	**4.100**
1 — Denrées alimentaires d'origine animale et corps gras									
Viandes, poissons	55.700	—	—	55.700	900	56.600	55.700	300	500
Produits de laiterie, œufs	45.100	—	—	45.100	600	45.700	40.700	1.700	3.400
Corps gras sauf beurre	8.700	—	—	8.700	300	9.000	6.500	—	2.500
TOTAL	**109.500**	—	—	**109.500**	**1.800**	**111.300**	**102.900**	**2.000**	**6.400**
2 — Autres denrées alimentaires									
Pain, pâtes, farine = autoconsommation	64.500	—	—	64.500	—	64.500	64.500	—	—
Pain, pâtes, farine = autres	13.900	—	—	13.900	300	14.200	13.500	200	500
Boissons	8.100	—	2.300	10.400	2.100	12.500	10.400	700	1.400
Thé, café, épices	12.500	—	—	12.500	400	12.900	200	3.800	8.900
Conserves	2.600	—	—	2.600	7.200	9.800	8.400	500	900
Sucre, sucreries, chocolat	27.100	—	1.000	26.100	2.200	28.300	11.300	3.200	13.800
Denrées alimentaires diverses	800	—	—	800	200	1.000	300	100	600
Tabacs fabriqués	8.400	—	—	8.400	100	8.500	7.000	1.100	400
TOTAL	**137.900**	—	**1.300**	**139.200**	**12.500**	**151.700**	**115.600**	**9.600**	**26.500**
3 — Energie									
Combustibles minéraux solides	300	—	200	500	1.300	1.800	1.000	—	800
Pétrole et produits pétroliers	8.700	—	2.200	10.900	200	11.100	6.000	5.100	12.000
Eau électricité	4.800	—	—	4.800	—	4.800	4.800	—	—
Divers non ventilés	200	—	—	200	—	200	200	—	—
TOTAL	**14.000**	—	**2.400**	**16.400**	**1.500**	**17.900**	—	**5.100**	**12.800**
4 — Matières premières et demi-produits									
Matières premières textiles	—	—	—	—	2.700	2.700	1.500	—	1.200
Cuirs bruts et autres produits animaux	—	—	—	—	1.100	1.100	800	—	300
Minerais et métaux (2)	2.600	—	400	3.000	13.700	16.700	5.600	—	11.100
Phosphates de calcium	—	—	—	—	19.600	19.600	19.600	—	—
Matières premières et demi-produits divers (3)	2.400	—	—	2.400	2.900	5.300	— 900	200	6.000
Matériaux de construction	—	—	—	—	400	400	— 3.900	—	4.300
Divers non ventilé (4)	— 1.700	—	—	— 1.700	—	— 1.700	— 1.700	—	—
TOTAL	**3.300**	—	**400**	**3.700**	**40.400**	**44.100**	**21.000**	**200**	**22.900**
5 — Produits des industries mécaniques et électriques									
Machines (5)	2.000	19.500	—	21.500	200	21.700	3.200	5.400	13.100
Matériel de transport	14.800	11.300	—	26.100	400	26.500	— 1.400	8.200	19.700
Ouvrages et demi-produits du travail des métaux	—	2.300	—	2.300	100	2.400	1.300	100	1.000
Articles métalliques et quincaillerie	3.600	2.700	—	6.300	800	7.100	1.300	1.600	4.200
Matériel de précision	1.300	2.200	—	3.500	—	3.500	300	1.200	2.000
Matériel et appareillage électrique	400	6.900	—	7.300	—	7.300	— 500	1.900	5.900
Appareils électro-domestiques-radio	3.100	400	—	3.500	—	3.500	— 200	1.200	2.500
Armes et munitions	300	—	—	300	—	300	—	100	200
Divers non ventilé	100	—	—	100	—	100	100	—	—
TOTAL	**25.600**	**45.300**	—	**70.900**	**1.500**	**72.400**	**4.100**	**19.700**	**48.600**

(1) *La consommation courante de céréales ne concerne dans cette ligne que le riz. Celle des autres céréales figure dans les « autres denrées alimentaires » à la ligne « pain, pâtes, farine ».*

(2) *Y compris les monnaies métalliques.*

(3) *Y compris bois de chauffage et charbon de bois.*

(4) *Rectificatif pour tenir compte des ventes de matières premières effectuées par le secteur public.*

(5) *Y compris les frigidaires et machines à coudre.*

EMPLOIS ET RESSOURCES DES DIFFERENTES CATEGORIES DE BIENS ET SERVICES EN 1954 (millions de francs) (suite)

	EMPLOIS						RESSOURCES		
	Emplois sur le territoire marocain								
PRODUITS	Consommation courante	Equipement	Variation des stocks	Total des emplois sur le territoire marocain	Exportations	TOTAL	Production finale	Valeur ajoutée aux produits finis importés	Importations
6 Textiles et cuirs									
Files et fils	900	—	—	900	200	1.100	— 1.300	400	2.000
Tissus	34.700	200	—	34.900	300	35.200	7.100	13.500	14.500
Vêtements et autres produits textiles	14.100	1.700	—	15.800	500	16.300	4.900	3.700	7.700
Articles en cuir	800	300	—	1.100	1.700	2.800	2.000	200	600
Chaussures	5.700	—	—	5.700	700	6.400	5.000	500	900
TOTAL	**56.200**	**2.200**	—	**58.400**	**3.400**	**61.800**	**17.700**	**18.300**	**25.800**
7 Industries diverses									
Verre et céramique	1.700	600	—	2.300	—	2.300	— 100	500	1.900
Produits pharmaceutiques et parachimiques	4.700	—	—	4.700	600	5.300	400	1.500	3.400
Produits de la transformation des corps gras	4.700	—	—	4.700	100	4.800	3.200	200	1.400
Articles en caoutchouc (6)	1.300	2.500	—	3.800	—	3.800	100	1.400	2.500
Papiers et imprimés	4.100	—	—	4.100	1.000	5.100	1.400	400	3.300
Meubles, produits finis en bois	5.700	400	—	6.100	100	6.200	4.900	300	1.000
Articles industriels divers	4.600	—	—	4.600	600	5.200	1.300	1.200	2.700
Produits du liège	—	—	—	—	800	800	800	—	—
Divers non ventilé	300	—	—	300	—	300	300	—	—
TOTAL	**27.100**	**3.500**	—	**30.600**	**3.200**	**33.800**	**12.100**	**5.500**	**16.200**
8 Bâtiment et Travaux publics									
Bâtiment	—	39.000	—	39.000	—	39.000	39.000	—	—
Travaux publics	—	24.500	—	24.500	—	24.500	24.500	—	—
TOTAL	—	63.500	—	63.500	—	63.500	63.500	—	—
9 Services									
Transports	9.000								
Transmissions	2.300			9.000	1.400	10.400	11.100	—	— 700
Hôtellerie - Débits de boissons	7.000	—		2.300	—	2.300	2.300	—	—
Assurances, banques et bourse	1.100	—	—	7.000	—	7.000	7.000	—	—
Spectacles	3.400			1.100	—	1.100	1.100	—	—
Hygiène	4.700			3.400	—	3.400	3.400	—	—
Services domestiques	4.500			4.700		4.700	4.700	—	—
Santé	3.700			4.500	—	4.500	4.500	—	—
Services juridiques et contentieux	1.300	—		3.700		3.700	3.700	—	—
Enseignement privé	1.500	—		1.300		1.300	1.300	—	—
Ressemelage	1.000	—	—	1.500	—	1.500	1.500	—	—
Réparation, entretien des voitures particulières	1.800	—		1.000	—	1.000	1.000	—	—
		—	—	1.800	—	1.800	1.800	—	—
Logement	23.400	—		23.400	—	23.400	23.400	—	—
Divers	7.700	—	—	7.700	—	7.700	5.700	—	2.000
TOTAL	**72.400**	—	—	**72.400**	**1.400**	**73.800**	**72.500**	—	**1.300**
10 Colis postaux	6.400			6.400	100	6.500	—	1.500	5.000
Divers non ventilés	1.100	—	—	1.100		1.100	—	—	1.100
TOTAL GENERAL	**495.600**	**114.500**	**10.100**	**620.200**	**102.900**	**723.100**	**489.100**	**63.300**	**170.700**

Production des entreprises	489.100
Valeur ajoutée aux produits finis importés	63.300
PRODUCTION INTERIEURE BRUTE	**552.400**

(6) *Y compris les pneumatiques.*

EMPLOIS SUR LE TERRITOIRE MAROCAIN EN 1951 (millions de francs)

SECTEUR	Consommation courante	Equipement	Variation des stocks	TOTAL
Entreprises	—	77.200	7.500	84.700
Particuliers	343.300	—	—	343.300
Secteur public marocain et transferts sociaux	2.800 (1)	21.500	—	24.300
Extérieur - opérations publiques :				
France	6.500 (2)	800	—	7.300
Bases américaines et divers	4.000	1.100	—	5.100
Extérieur - opérations privées :				
Touristes	7.000	—	—	7.000
Frais d'escale et divers	4.200	—	—	4.200
TOTAL	367.800	100.600	7.500	475.900

(1) *Différence entre les ventes et les achats courants du secteur public marocain et les transferts sociaux.*
(2) *Différence entre les ventes et les achats courants du secteur public français.*

EMPLOIS SUR LE TERRITOIRE MAROCAIN EN 1952 (millions de francs)

SECTEUR	Consommation courante	Equipement	Variation des stocks	TOTAL
Entreprises	—	98.200	1.200	97.000
Particuliers	401.300	—	—	401.300
Secteur public marocain et transferts sociaux	3.300 (1)	28.000	—	31.300
Extérieur - opérations publiques :				
France	11.300 (2)	3.800	—	15.100
Bases américaines et divers	6.800	1.600	—	8.400
Extérieur - opérations privées :				
Touristes	10.800	—	—	10.800
Frais d'escale et divers	5.400	—	—	5.400
TOTAL	438.900	131.600	1.200	569.300

(1) *Différence entre les ventes et les achats courants du secteur public marocain et les transferts sociaux.*
(2) *Différence entre les ventes et les achats courants du secteur public français.*

EMPLOIS SUR LE TERRITOIRE MAROCAIN EN 1953 (millions de francs)

SECTEUR	Consommation courante	Equipement	Variation des stocks	TOTAL
Entreprises	—	90.500	8.200	98.700
Particuliers	432.400	—	—	432.400
Secteur public marocain et transferts sociaux	7.000 (1)	26.300	—	33.300
Extérieur - opérations publiques :				
France	12.800 (2)	6.300	—	19.100
Bases américaines et divers	3.200	3.900	—	7.100
Extérieur - opérations privées :				
Touristes	10.800	—	—	10.800
Frais d'escale et divers	5.200	—	—	5.200
TOTAL	**471.400**	**127.000**	**8.200**	**606.600**

(1) *Différence entre les ventes et les achats courants du secteur public marocain et les transferts sociaux.*
(2) *Différence entre les ventes et les achats courants du secteur public français.*

EMPLOIS SUR LE TERRITOIRE MAROCAIN EN 1954 (millions de francs)

SECTEUR	Consommation courante	Equipement	Variation des stocks	TOTAL
Entreprises	—	78.600	10.100	88.700
Particuliers	456.800	—	—	456.800
Secteur public marocain et transferts sociaux	8.300 (1)	29.000	—	37.300
Extérieur - opérations publiques :				
France	11.900 (2)	3.600	—	15.500
Bases américaines et divers	2.600	3.300	—	5.900
Extérieur - opérations privées :				
Touristes	10.000	—	—	10.000
Frais d'escale et divers	6.000	—	—	6.000
TOTAL	**495.600**	**114.500**	**10.100**	**620.200**

(1) *Différence entre les ventes et les achats courants du secteur public marocain et les transferts sociaux.*
(2) *Différence entre les ventes et les achats courants du secteur public français.*

COMMERCE EXTERIEUR 1951 (millions de francs)

	EXPORTATIONS				IMPORTATIONS			
	France	Autres pays de la zone franc	Etranger	Total	France	Autres pays de la zone franc	Etranger	Total
0 — Végétaux et animaux	11.300	1.800	15.900	29.000	600	1.600	3.500	5.700
1 — Denrées alimentaires d'origine animale et corps gras	1.200	400	800	2.400	800	1.900	4.400	7.100
2 — Autres denrées alimentaires	5.200	4.400	3.600	13.200	5.900	4.800	14.500	25.200
3 — Energie	200	400	600	1.200	6.900	300	3.000	10.200
4 — Matières premières et demi-produits	14.900	600	21.300	36.800	18.500	1.200	5.800	25.500
5 — Produits des industries mécaniques et électriques	100	500	200	800	30.400	800	15.100	46.300
6 — Textiles et cuirs	1.600	900	400	2.900	15.100	500	9.100	24.700
7 — Produits des industries diverses	1.000	600	600	2.200	10.100	300	2.200	12.600
8 — Bâtiment et travaux publics	—	—	—	—	—	—	—	—
9 — Services	800	100	200	1.100	—	—	—	—
10 — Colis postaux	—	—	—	—	2.600	—	—	2.600
Divers non ventilé	—	—	—	—	—	—	600	600
TOTAL	**36.300**	**9.700**	**43.600**	**89.600**	**90.900**	**11.400**	**58.200**	**160.500**

COMMERCE EXTERIEUR 1952 (millions de francs)

	EXPORTATIONS				IMPORTATIONS			
	France	Autres pays de la zone franc	Etranger	Total	France	Autres pays de la zone franc	Etranger	Total
0 — Végétaux et animaux	14.700	1.700	14.500	30.900	700	800	2.800	4.300
1 — Denrées alimentaires d'origine animale et corps gras	3.200	400	1.000	4.600	1.300	100	3.400	4.800
2 — Autres denrées alimentaires	5.400	4.900	2.300	12.600	6.800	3.900	16.400	27.100
3 — Energie	600	600	400	1.600	9.600	500	2.900	13.000
4 — Matières premières et demi-produits	15.800	1.200	24.300	41.300	22.700	1.800	7.300	31.800
5 — Produits des industries mécaniques et électriques	200	800	200	1.200	32.300	700	20.900	53.900
6 — Textiles et cuirs	1.300	900	400	2.600	16.800	400	8.100	25.300
7 — Produits des industries diverses	1.200	700	400	2.300	11.600	400	3.300	15.300
8 — Bâtiment et travaux publics	—	—	—	—	—	—	—	—
9 — Services	1.200	100	300	1.600	400	100	400	900
10 — Colis postaux	—	—	—	—	5.300	—	—	5.300
Divers non ventilé	—	—	—	—	—	—	800	800
TOTAL	**43.600**	**11.300**	**43.800**	**98.700**	**107.500**	**8.700**	**66.300**	**182.500**

COMMERCE EXTERIEUR 1953 (millions de francs)

		EXPORTATIONS				IMPORTATIONS			
		France	Autres pays de la zone franc	Etranger	Total	France	Autres pays de la zone franc	Etranger	Total
0	Végétaux et animaux	17.900	2.100	11.600	31.600	1.100	1.000	3.000	5.100
1	Denrées alimentaires d'origine animale et corps gras	1.600	300	700	2.600	1.200	400	5.400	7.000
2	Autres denrées alimentaires	5.900	5.200	2.200	13.300	5.000	3.100	19.700	27.800
3	Energie	700	600	200	1.500	11.000	600	2.000	13.600
4	Matieres premières et demi-produits	15.100	800	23.400	39.300	14.700	1.400	5.000	21.100
5	Produits des industries mécaniques et électriques	200	700	300	1.200	28.300	900	20.000	49.200
6	Textiles et cuirs	1.500	1.200	300	3.000	17.900	500	8.800	27.200
7	Produits des industries diverses	1.700	800	400	2.900	11.300	400	3.700	15.400
8	Bâtiment et travaux publics	—	—	—	—	—	—	—	—
9	Services	1.100	100	300	1.500	600	100	600	1.300
10	Colis postaux	100	—	—	100	5.100	—	—	5.100
	Divers non ventilé	—	—	—	—	—	—	800	800
	TOTAL	**45.800**	**11.800**	**39.400**	**97.000**	**96.200**	**8.400**	**69.000**	**173.600**

COMMERCE EXTERIEUR 1954 (millions de francs)

		EXPORTATIONS				IMPORTATIONS			
		France	Autres pays de la zone franc	Etranger	Total	France	Autres pays de la zone franc	Etranger	Total
0	Végétaux et animaux	17.400	2.500	17.200	37.100	900	1.500	1.700	4.100
1	Denrées alimentaires d'origine animale et corps gras	1.000	400	400	1.800	1.200	500	4.700	6.400
2	Autres denrées alimentaires	5.400	5.300	1.800	12.500	6.000	3.400	17.100	26.500
3	Energie	500	600	400	1.500	9.800	700	2.300	12.800
4	Matieres premières et demi-produits	14.400	800	25.200	40.400	15.800	1.500	5.600	22.900
5	Produits des industries mécaniques et électriques	300	900	300	1.500	25.700	500	22.400	48.600
6	Textiles et cuirs	1.700	1.200	500	3.400	14.300	400	11.100	25.800
7	Produits des industries diverses	1.800	700	700	3.200	11.200	600	4.400	16.200
8	Bâtiment et travaux publics	—	—	—	—	—	—	—	—
9	Services	900	100	400	1.400	600	100	600	1.300
10	Colis postaux	100	—	—	100	4.900	—	100	5.000
	Divers non ventilé	—	—	—	—	—	—	1.100	1.100
	TOTAL	**43.500**	**12.500**	**46.900**	**102.900**	**90.400**	**9.200**	**71.100**	**170.700**

PRODUIT NATIONAL BRUT (millions de francs)

	1951	1952	1953	1954
Production intérieure brute	**405.000**	**485.500**	**530.000**	**552.400**
Rémunération des salariés du secteur public marocain et des transferts sociaux 3.2 a + 3.4 a + 4.2 a + 3.6 a	**25.100**	**31.700**	**35.500**	**39.700**
Revenus des facteurs payés par le reste du monde :	**26.700**	**36.900**	**36.000**	**37.800**
Salaires versés par la France : opérations publiques .. 5.2 a	11.200	14.600	16.500	17.000
Salaires versés par les bases américaines et les consulats 5.2 b	3.900	7.800	5.900	5.700
Transferts de salaires et retraites versés par l'extérieur 5.2 d + 6.2 b	7.000	10.300	9.300	10.700
Revenus de la propriété et de l'entreprise versés par l'extérieur 5.2 c + 5.3 a + 6.2 a	4.600	4.200	4.300	4.400
Moins : Revenus des facteurs payés au reste du monde	**6.700**	**7.800**	**9.200**	10.800
Salaires payés à l'extérieur 3.6. a	100	200	200	300
Revenus de la propriété et de l'entreprise payés à l'extérieur 1.6 a + 3.5 a + 3.6 b	6.600	7.600	9.000	10.500
Produit national brut	**450.100**	**546.300**	**592.300**	**619.100**

REVENU NATIONAL BRUT (millions de francs)

	1951	1952	1953	1954
Rémunération des salariés non agricoles	**126.900**	**160.900**	**175.700**	**181.100**
Salaires et cotisations sociales versés par les entreprises non agricoles 1.2 a + 1.4 b	86.800	107.000	118.000	119.000
Salaires et cotisations sociales versés par le secteur public marocain 3.2 a + 3.4 a	24.500	30.900	34.600	38.600
Salaires versés par le compte des transferts sociaux.. 4.2 a	500	600	700	800
Salaires versés par la France - opérations publiques.. 5.2 a	11.200	14.600	16.500	17.000
Salaires versés par les bases américaines et les consulats 5.2 b	3.900	7.800	5.900	5.700
Revenus distribués par les entreprises agricoles aux particuliers 1.2 b	**140.900**	**159.100**	**178.800**	**195.400**
Revenus de la propriété et de l'entreprise (non agricole) reçus par les particuliers 1.2 c + 3.2 b + 5.2 c + 6.2 a	**94.000**	**121.700**	**129.500**	**123.500**
Recettes diverses des particuliers en provenance de l'extérieur (Transferts de salaires, retraites et pensions). 5.2 d + 6.2 b	**7.000**	**10.300**	**9.300**	**10.700**
Revenus non distribués par les entreprises 1.7 b	**7.000**	**7.000**	**4.000**	**3.500**
Impôts directs payés par les entreprises 1.3 c	**15.000**	**18.100**	**20.300**	**21.900**
Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant au secteur public marocain et aux transferts sociaux	**6.300**	**7.600**	**7.800**	**8.400**
Intérêts et dividendes perçus par le secteur public marocain et les transferts sociaux 1.3 a + 1.3 b + 5.3 a + 1.4 a + 3.4 c	7.800	10.000	10.000	11.000
Moins : intérêt de la dette publique 3.1 b + 3.2 b + 3.4 c + 3.5 a 3.6 b	1.500	2.400	2.200	2.600
Transferts divers nets	**800**	**,200**	**1.700**	**1.900**
Transferts divers versés par les entreprises .. 1.3 e + 1.5 a	1.100	500	1.700	2.000
Transferts divers reçus par les entreprises .. 3.1 c + 5.1 a	300	300	—	100
Revenu national	**397.900**	**484.900**	**527.100**	**546.400**

RELATION ENTRE LE PRODUIT ET LE REVENU NATIONAL (millions de francs)

	1951	1952	1953	1954
Produit national brut	450.100	546.300	592.300	619.100
Moins provisions pour amortissements 1.7 a	21.000	25.000	29.000	33.000
I — **Produit national net**	**429.100**	**521.300**	**563.300**	**586.100**
Impôts indirects 1.3 d	32.500	37.700	38.200	42.300
Moins subventions 3.1 a	1.300	1.300	2.000	2.600
II — **Impôts indirects nets des subventions**	**31.200**	**36.400**	**36.200**	**39.700**
Revenu national I — II	**397.900**	**484.900**	**527.100**	**546.400**

DEPENSE NATIONALE BRUTE (millions de francs)

	1951	1952	1953	1954
Consommation privée	**352.800**	**417.000**	**448.900**	**473.100**
Au Maroc	343.300	401.300	432.400	456.800
A l'extérieur (Touristes et voyageurs) 2.6 a	9.500	15.700	16.500	16.300
Consommation publique courante marocaine	**27.900**	**35.000**	**42.500**	**48.000**
Salaires et traitements versés par le secteur public marocain 32. a + 3.6 a + 3.4 a	24.600	31.100	34.800	38.900
par le compte des transferts sociaux 4.2 a	500	600	700	800
Achats nets de biens et services effectués :				
par le secteur public marocain	2.600	3.200	6.800	8.000
par le compte des transferts sociaux	200	100	200	300
Investissement brut	**106.200**	**125.000**	**125.000**	**117.700**
Entreprises :				
Equipement brut	77.200	98.200	90.500	78.600
Variation des stocks	7.500	1.200	8.200	10.100
Secteur public marocain	21.500	28.000	26.300	29.000
Dépense nationale brute	**486.900**	**577.000**	**616.400**	**638.800**

RELATION ENTRE LE PRODUIT ET LA DEPENSE NATIONALE (millions de francs)

	1951	1952	1953	1954
Produit national brut	**450.100**	**546.300**	**592.300**	**619.100**
Transferts divers nets en provenance du reste du monde 5.1 a + 5.3 b + 6.3 a 1.5 a 3.5 b 3.6 c	**500**	**400**	**700**	**1.300**
Prêt net du reste du monde	**37.300**	**31.100**	**24.800**	**21.000**
Excédent des opérations courantes privées extérieurs 6.7 a	70.000	84.500	78.900	71.000
Déficit des opérations courantes publiques				
France 7.5 a	23.700	37.200	41.100	38.500
Bases américaines et divers 7.5 b	9.000	16.200	13.000	11.600
Dépense nationale brute	**486.900**	**577.000**	**616.400**	**638.800**

REVENU DE L'AGRICULTURE - ANNEE 1951 - (millions de francs)

	Européens	Marocains	TOTAL
Production			
Production végétale	25.200	86.100	111.300
Production animale	2.900	55.700	58.600
Production totale	28.100	141.800	169.900
Moins			
Semences	— 1.200	— 8.100	— 9.300
Nourriture des animaux	— 900	— 3.800	— 4.700
Matières (engrais, carburants, etc...)	— 3.200	— 400	— 3.600
Travaux et services	— 1.300	— 600	— 1.900
Amortissements	— 2.600	— 1.500	— 4.100
Revenu net par type d'exploitation	18.900	127.400	146.300
Salaires versés par l'agriculture européenne aux Marocains	— 3.500	3.500	—
Tertib (1)	— 500	— 4.100	— 4.600
Revenu disponible par nationalité	14.900	126.800	141.700

(1) *Tertib payé au cours de l'année* 1951.

REVENU DE L'AGRICULTURE - ANNEE 1952 - (millions de francs)

	Européens	Marocains	TOTAL
Production			
Production végétale	28.500	97.200	125.700
Production animale	3.400	64.300	67.700
Production totale	31.900	161.500	193.400
Moins			
Semences	— 1.600	— 10.100	— 11.700
Nourriture des animaux	— 1.000	— 4.900	— 5.900
Matières (engrais, carburants, etc...)	— 3.900	— 500	— 4.400
Travaux et services	— 1.500	— 700	— 2.200
Amortissements	— 2.900	— 1.700	— 4.600
Revenu net par type d'exploitation	21.000	143.600	164.600
Salaires versés par l'agriculture européenne aux Marocains	— 4.000	4.000	—
Tertib (1)	— 500	— 4.000	— 4.500
Revenu disponible par nationalité	16.500	143.600	160.100

(1) *Tertib payé au cours de l'année* 1952.

REVENU DE L'AGRICULTURE - ANNEE 1953 - (millions de francs)

	Européens	Marocains	TOTAL
Production			
Production végétale	31.500	108.000	139.500
Production animale	3.200	71.300	74.500
Production totale	34.700	179.300	214.000
Moins			
Semences	1.500	9.500	11.000
Nourriture des animaux	700	3.600	4.300
Matières (engrais, carburants, etc...)	4.700	600	5.300
Travaux et services	1.600	800	2.400
Amortissements	3.100	2.000	5.100
Revenu net par type d'exploitation	23.100	162.800	185.900
Salaires versés par l'agriculture européenne aux Marocains	4.200	4.200	---
Tertib (1)	800	5.200	6.000
Revenu disponible par nationalité	18.100	161.800	179.900

(1) *Tertib payé au cours de l'année 1953.*

REVENU DE L'AGRICULTURE - ANNEE 1954 - (millions de francs)

	Européens	Marocains	TOTAL
Production			
Production végétale	35.800	119.200	155.000
Production animale	3.100	74.100	77.200
Production totale	38.900	193.300	232.200
Moins			
Semences	1.500	9.000	10.500
Nourriture des animaux	700	4.000	4.700
Matières (engrais, carburants, etc...)	5.200	700	5.900
Travaux et services	1.800	900	2.700
Amortissements	3.500	2.200	5.700
Revenu net par type d'exploitation	26.200	176.500	202.700
Salaires versés par l'agriculture européenne aux Marocains	4.500	4.500	---
Tertib (1)	800	5.300	6.100
Revenu disponible par nationalité	20.900	175.700	196.600

(1) *Tertib payé au cours de l'année 1954.*

NOMENCLATURE DES BIENS ET SERVICES ET CORRESPONDANCE AVEC LA NOMENCLATURE DES DOUANES

(ancienne nomenclature, en vigueur au cours des années 1951-1954)

Groupes de produits		Nomenclature des douanes
0 — Végétaux et animaux	Céréales	02-5
	Fruits	02-3
	Légumes	02-2
	Produits végétaux divers	02-1, 02-7 (sauf 02-71), 02-8, 02-9, 03-43, 04-91
	Graines et fruits oléagineux	02-71
	Fourrages et aliments pour animaux	02-64, 02-79, 04-8
	Animaux vivants	01-1
1 — Denrées alimentaires d'origine animale, corps gras	Viandes, poissons	01-2, 01-3
	Produits de laiterie, œufs	01-4 (sauf 01-47)
	Corps gras sauf beurre	03-1, 03-2, 03-39
2 — Autres denrées alimentaires	Pain, pâtes, farines	02-6 (sauf 02-64), 04-4
	Boissons	04-7 (sauf 04-77-3 et 04-79)
	Thé, café, épices	02-4
	Conserves	04-1, 04-5
	Sucre, sucreries, chocolat	04-2, 04-33 à 37
	Denrées alimentaires diverses	01-47, 04-31 à 34, 04-79, 04-6, 05-11-13
	Tabacs fabriqués	04-92/93/94
3 — Energie	Combustibles minéraux solides	05-41
	Pétrole et produits pétroliers	05-5, 05-6
	Eau, électricité	04-71-1, 05-8
4 — Matières premières et demi-produits	Matières premières textiles	12-14, 12-13 (sauf 12-13-5), 12-15-1, 12-15-4, 12-17 à 12-19
	Cuirs bruts et autres produits animaux	0-5, 03-4 (sauf 03-43), 07-67, 09-1, 09-61
	Minerais et métaux	05-3 (sauf 05-37), 16-2, 17-4 à 8, 18-11 (sauf 18-11-2), 28, 30 (sauf 30-12 et 30-13)
	Phosphates de calcium	5-13-2
	Matières premières et demi-produits divers	04-77-3, 05-1 (sauf 05-11-13, 05-17 et 05-19), 05-37, 05-43/44, 05-7, 06, 07-2, 07-3, 07-7, 08-1, 08-2, 08-31 et 32, 10-11, 10-51, 11-1, 12-15 (sauf 12-15-1 et 12-15-4), 13-62, 15-13, 21-37, 30-12, 30-13
	Matériaux de construction	10-1 (sauf 10-11 et 10-19), 05-17, 05-19, 05-2 15-1 (sauf 15-13 et 15-18-10), 15-21, 15-22
5 — Produits des industries mécaniques et électriques	Machines	19 (sauf 19-19, 19-81, 19-82, 19-92), 18-12, 21-23-1
	Matériel de transport	15-18-10, 19-19, 20-28, 21-1, 21-2 (sauf 21-23-1) 21-3 (sauf 21-37, 21-39), 21-4
	Ouvrages et demi-produits du travail des métaux	18-11-2, 18-14, 18-17, 18-18
	Articles métalliques et quincaillerie	18 (sauf 18-11, 18-12, 18-14, 18-17, 18-18)
	Matériel de précision	19-81, 19-82, 19-92, 22 (sauf 22-11-2, 22-13)
	Matériel et appareillage électrique	20 (sauf 20-24, 20-25, 20-27, 20-28), 22-11-2, 22-13
	Appareils électro - domestiques - radio	20-24, 20-25, 20-27
	Armes et munitions	24, 21-39

Groupes de produits		Nomenclature des douanes
6 — Textiles et cuirs	Filés et fils	12-12, 12-13-5, 12-16, 12-2, 12-3
	Tissus	12-4, 12-5, 12-6 (sauf 12-66), 12-7, 12-93, 13-1
	Vêtements et autres produits textiles	9-6 (sauf 9-61) 12-66, 12-8, 12-9 (sauf 12-93) 13 (sauf 13-1, 13-38 et 13-62), 14 (sauf 14-1)
	Articles en cuir	09 (sauf 09-1 et 09-6)
	Chaussures	14-1 (sauf 14-18)
7 — Industries diverses.	Verre et céramique	15-2 (sauf 15-21 et 15-22), 15-3
	Produits pharmaceutiques et parachimiques	07-1, 07-4 (sauf 07-45, 07-46, 07-47), 07-65/68/69, 07-8 (sauf 07-84 à 86), 07-9 (sauf 07-94 et 95)
	Produits de la transformation des corps gras	03-3 (sauf 03-39), 07-41, 07-61 à 64, 07-66, 07-94, 07-95
	Articles en caoutchouc	08-3 (sauf 08-31, 08-32)
	Papiers et imprimés	11 (sauf 11-1, 11-57)
	Meubles et produits finis en bois	10-19, 10-2, 10-3, 10-4
	Articles industriels divers	07-45, 07-46, 07-47, 07-5, 07-84 à 86, 10-6, 11-57, 13-38, 14-18, 16 (sauf 16-2), 23, 25, 26
	Produits du liège	10-5 (sauf 10-51)
8 — Bâtiments et travaux publics.	Bâtiment	
	Travaux publics	
9 — Services.	Transports	
	Transmissions	
	Hôtellerie, débits de boissons.	
	Assurances, banques et bourse	
	Spectacles	
	Hygiène	
	Services domestiques	
	Santé	
	Services juridiques et contentieux	
	Enseignement privé	
	Ressemelage	
	Réparation, entretien des voitures particulières	
	Logement	
	Services divers	
10 — Colis postaux.		27 et 29